

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1912.

Proposition de loi abaissant l'âge électoral pour les élections sénatoriales et provinciales.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le projet que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de la Chambre des Représentants a pour but de mettre un terme à un régime qui, depuis 48 ans, restreint gravement le droit de suffrage et qui n'a jamais pu être considéré, même par ceux qui en ont le plus ardemment poursuivi l'adoption, que comme un expédient destiné à paralyser, dans une large mesure, le droit constitutionnel de suffrage universel que la Chambre des Représentants avait proclamé le 18 avril 1893.

Ce qui avait triomphé, malgré les vestiges du vieux droit censitaire que le vote plural avait accolés au nouveau régime démocratique, c'était bien, en effet, le suffrage universel, sinon dans toute sa pureté, du moins dans toute son étendue.

La révolution pacifique qui s'était ainsi accomplie avait ramené le calme dans le pays ; mais il subsistait cependant dans certaines couches des classes conservatrices et, plus encore, parmi ceux qui se considéraient comme investis du privilège de les représenter, des inquiétudes au sujet de ce qu'allaient être les premières manifestations de la souveraineté populaire.

D'où un mouvement de recul et la préoccupation de chercher, dans la revision constitutionnelle des articles constitutifs de l'organisation du Sénat, le moyen de réfréner ce qu'on appelait les entraînements probables d'une Chambre des Représentants élue sous le souffle des aspirations populaires.

On imagina un Sénat composé, par l'élection à deux degrés, de grands éligibles censitaires et de grands fonctionnaires de l'État, sans compter

d'autres combinaisons encore qui, toutes, échouèrent devant la Chambre des Représentants. Mais il restait une ressource : l'âge des électeurs !

Le régime institué par le Congrès national donnait à la Chambre et au Sénat le même corps électoral. Son principe, appliqué à ces assemblées et aussi aux provinces et aux communes, était l'élection directe.

L'âge électoral pendant les soixante-quatre années du régime censitaire, varia de 25 à 21 ans. Celui adopté pour la Chambre fut toujours celui fixé pour les élections au Sénat dont les électeurs étaient invariablement, de par la Constitution, les mêmes que ceux du Sénat.

C'était un système cohérent et rationnel. Les deux Chambres étaient tenues, par les constituants, comme représentant toutes deux la souveraineté nationale tout entière. Le Sénat n'était pas une simple Chambre de contrôle. Il était, comme la Chambre des Représentants, investi de la plénitude de la puissance législative dont le fonctionnement était subordonné à l'accord des deux Chambres et du Roi. L'initiative réservée à la Chambre pour la proposition des charges financières de l'État ne détruisit pas la règle.

Dans cette conception de la souveraineté nationale représentée à la fois par l'une et l'autre Chambre, il ne pouvait y avoir deux corps électoraux différents. On ne pouvait concevoir qu'il y eût deux souverainetés nationales, l'une exercée par le corps électoral tout entier, l'autre par une partie seulement de ce corps électoral. C'eût été faire au Sénat une situation amoindrie, le condamner à devoir toujours s'incliner devant la volonté de la Chambre. C'eût été une forme de suppression du Sénat.

Les constituants de 1831, logiques dans leur œuvre, ne commirent pas cette faute.

Les Chambres de revision constitutionnelle de 1892-1893 ne surent malheureusement pas maintenir, dans toute sa rigidité nécessaire, la règle protectrice instituée par les fondateurs de la nationalité belge.

Sous le coup de la tentation de revenir en arrière sur le vote du suffrage universel, on imagina d'exclure du scrutin sénatorial tous les électeurs qui n'auraient pas atteint *l'âge de 35 ans*.

Devant l'explosion de colère qui accueillit cet audacieux attentat contre le suffrage universel, on capitula et l'on se résigna à n'exiger que *l'âge de 30 ans*.

C'était encore monstrueux.

La Gauche de la Chambre combattit la prétention à outrance et elle sauva le principe en faisant décider que *l'âge électoral sénatorial inscrit dans la Constitution demeurerait 25 ans*, comme celui pour la Chambre. Mais elle dut se résigner à y voir inscrire aussi que *la loi pourrait élever l'âge à 30 ans*.

Le principe du Congrès national était donc sauf; *mais pour la forme seulement*. Car à peine la nouvelle Constitution promulguée, la majorité parlementaire revenait à la charge pour faire élever l'âge électoral sénatorial à 30 ans.

Il ne s'agissait plus que d'une loi et il ne fallait plus réunir *la majorité constitutionnelle des deux tiers* pour avoir raison des résistances de la Gauche !

Le parti catholique avait la majorité au Parlement. Cette majorité suffisait. L'âge de 30 ans fut adopté.

Le corps électoral du Sénat, jusqu'alors le même que celui de l'article 47 de la Constitution, se trouvait donc amputé de centaines de mille électeurs de 25 à 30 ans, ou plutôt à 34 ans en moyenne, car, les sénateurs étant élus pour huit ans, un citoyen auquel il aurait manqué quelques jours pour avoir 30 ans au moment de l'élection des sénateurs de son arrondissement aurait eu près de 38 ans, lorsque se serait produite l'élection suivante.

Par centaines de mille, les électeurs de la Chambre des Représentants sont donc frappés de déchéance pour l'élection du Sénat.

Ce n'est pas tout.

Comme on avait institué des sénateurs élus par les Conseils provinciaux, on imposa l'âge de 30 ans aussi aux électeurs provinciaux.

Et plus tard on l'imposa également pour les élections communales.

C'était un recul énorme, même sur le régime censitaire dans lequel les citoyens étaient électeurs pour la commune et la province à *24 ans* !

Que tout cela se soit accompli dans des vues de parti et sous le coup de terreurs de parti, cela ne peut faire aucun doute. Lors de la discussion de la loi du 28 juin 1894, qui a élevé l'âge électoral provincial à 30 ans, la résistance de la Gauche s'était affirmée une fois de plus. Le signataire du présent exposé avait, au nom de ses amis politiques, déposé l'amendement suivant :

« Les nouveaux conseils seront élus par les citoyens inscrits en qualité d'électeurs pour la Chambre des Représentants sur les listes en vigueur lors de cette election. »

C'eût été l'adoption de l'âge de 25 ans !

Mais, l'amendement fut repoussé, DROITE contre GAUCHE. Le bloc de Droite s'affirmait, non sans fissures cependant ; car des députés catholiques, s'arrachant aux disciplines de leur parti, votèrent avec la Gauche ! C'étaient MM. Coomans, Coremans, Heuvelmans et Van den Broeck.

*
* *

Les fissures se sont accrues depuis lors !

Un grand nombre de députés et de sénateurs catholiques, la majorité peut-être, ont compris l'impossibilité de maintenir les bigarrures qui ridiculisent nos régimes électoraux.

Ils sont partisans de l'unification des lois électorales et, tout d'abord, de la suppression de toute fixation d'âge dépassant *les 25 ans* adoptés par l'article 47 de la Constitution pour les électeurs de la Chambre des Représentants.

Nous ne croyons pas devoir citer nominativement des opinions person-

nelles, bien qu'elles soient nombreuses et fortement représentées, même sur les bancs du Gouvernement.

Nous ne voulons invoquer que des rapports de Sections centrales constituées par la Chambre elle-même.

Voici la conclusion de celui présenté à la Chambre par l'honorable M. Verhaegen le 31 juillet 1901 :

La majorité des membres de la Section centrale a exprimé l'avis qu'il y a lieu d'unifier les lois électorales pour les Chambres législatives, les provinces et les communes, notamment en ce qui concerne l'âge de l'électorat, le temps de la résidence et le nombre de votes à accorder à chaque électeur.

Cette Section centrale, présidée par M. Schollaert, à cette époque premier vice-président, était composée de MM. Versteylen, Van der Linden, De Lantsbeere, Verhaegen, Allard et Van de Walle.

Voici maintenant les articles 1^{er} et 6 du projet de loi rédigé au nom d'une autre Section centrale et présenté à la Chambre par l'honorable M. Nerinx, le 29 juillet 1909 (huit ans plus tard) :

ARTICLE PREMIER.

Sont électeurs pour la commune ceux qui, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation ordinaire, réunissent les autres conditions requises par le Code électoral (loi du 12 avril 1894) pour être électeurs à la Chambre des Représentants.

ARTICLE SIX.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par le Code électoral (loi du 12 avril 1894) pour être électeur à la Chambre des Représentants.

Cette Section centrale, présidée par le vice-président, M. Nerinx, était composée de MM. Mabilie, Delporte (Antoine), de Limburg Stirum, De Winter, Mechelynck et Cousot.

Donc, les deux Sections centrales de la Chambre, de 1901 et de 1909, ont demandé l'adoption de l'âge électoral de la Chambre, celui de 25 ans, celui de l'article 47 de la Constitution, pour la province et pour la commune.

La Chambre n'a pas inscrit la question en ordre utile à son ordre du jour, et le temps manque aujourd'hui pour la régler immédiatement dans son entièreté.

Mais les élections pour le Sénat et pour les Conseils provinciaux sont proches, et pour celles-là il y a urgence.

Les élections communales seront à régler ultérieurement et de façon plus complète.

Nous demandons à la Chambre de statuer d'urgence sur notre projet qui reproduit le vœu de ses Sections centrales et qui aura aussi pour résultat de rétablir la règle fondamentale de la Constitution de 1831 : l'unité et l'égalité d'origine électorale du Sénat et de la Chambre des Représentants.

Un même corps électoral continuera, comme aujourd'hui, à conférer les pouvoirs des sénateurs censitaires et ceux des sénateurs provinciaux.

*
* *

Nous formulons l'espoir que le Parlement sera unanime pour l'accomplissement de cette œuvre nécessaire.

Il ne peut pas se faire que le Chef de l'État, dans l'appel qu'il a décidé d'adresser au pays, se voie exposé à recevoir deux réponses contradictoires et à ne recueillir, comme résultat de son appel, qu'une probabilité de conflit entre les deux Chambres que la Constitution investit du droit de parler au nom du peuple belge.

ÉMILE FERON.

Proposition de loi abaissant l'âge électoral pour les élections sénatoriales et provinciales.

ARTICLE PREMIER.

L'âge électoral est abaissé de 30 à 25 ans pour les élections sénatoriales et provinciales.

ART. 2.

Les élections sénatoriales et provinciales ont lieu d'après les listes des électeurs pour la Chambre des Représentants.

ART. 3.

Les recours pendants devant les Cours d'appel ou la Cour de cassation, relatifs aux listes de 1912-1913, seront rayés des rôles en tant qu'ils se rapportent aux listes des électeurs pour le Sénat et les Conseils provinciaux.

Wetsvoorstel waarbij de ouderdom om kiezer te zijn voor den Senaat en de Provinciale Raden lager wordt gesteld.

EERSTE ARTIKEL.

De ouderdom vereischt om kiezer te zijn voor den Senaat en de Provinciale Raden is voortaan 25 jaar in plaats van 30.

ART. 2.

De verkiezingen voor den Senaat en de Provinciale Raden geschieden volgens de lijsten van de kiezers voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 3.

De kieszaken aanhangig voor de Hoven van Beroep en het Hof van Cassatie, betreffende de lijsten van 1912-1913, worden van de rol geschrapt voor zoo veel zij betrekking hebben op de lijsten der kiezers voor den Senaat en de Provinciale Raden.

ÉMILE FERON.

PAUL JANSON.

FERD. FLÉCHET.

FG. MASSON.

VICT. VANDEWALLE.

G. LORAND.



(11)

(1)

(N° 163)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1912.

Wetsvoorstel waarbij de ouderdom om kiezer te zijn voor den Senaat
en de Provinciale Raden lager wordt gesteld.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp, dat wij de eer hebben aan de goedkeuring van de Kamer der Volksvertegenwoordigers te onderwerpen, heeft ten doel, een regiem te doen ophouden dat, sedert 18 jaar, het kiesrecht erg beperkt en zelfs door hen, die de vurigste voorstanders waren van zijne invoering, slechts kon beschouwd worden als een middel bestemd om, in ruime mate, het grondwettelijk algemeen kiesrecht, door de Kamer op 18 April 1893 uitgeroepen, te verlammen.

Wat zegepraalde, niettegenstaande de overblijfselen van het oude eijnsrecht, die door het meervoudig stelsel werden samengeflanst met het nieuwe democratisch regiem, was wél degelijk het algemeen kiesrecht, zooniet gansch zuiver, althans in gansch zijne uitgestrektheid.

Deze vreedzame omwenteling had de rust in het land hersteld; maar er bleef, in zekere lagen van de behoudsgezinde klassen en nog meer onder hen die het als een voorrecht beschouwden ze te vertegenwoordigen, eene zekere onrust heerschen over de eerste uitwerking van 's volks souvereiniteit.

Vandaar een zekere terughouding en de bezorgdheid, in de grondwettelijke herziening van de artikelen betreffende de inrichting van den Senaat iets te zoeken tegen de waarschijnlijke uitgelatenheid van eene Kamer der Volksvertegenwoordigers, onder den dwang van 's volks verlangen gekozen.

Men wilde den Senaat, na eene verkiezing in twee graden, samenstellen uit groote verkiesbaren wegens den eijns en hoogere Staatsambtenaren,

doch al die voorstellen leden schipbreuk voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Maar er bleef een redmiddel : de leeftijd der kiezers.

Het stelsel, ingevoerd door het Nationaal Congres, deed Kamer en Senaat door hetzelfde kiezerskorps verkiezen. Het grondbeginsel, dat op deze lichamen en ook op de provincie en gemeente werd toegepast, was de rechtstreeksche verkiezing.

De leeftijd om kiezer te zijn gedurende de vier en zestig jaren van het eijnsstelsel zwenkte van 25 tot 21 jaar. De leeftijd, aangenomen voor de Kamer, was steeds dezelfde als die voor den Senaat, en de kiezers voor de Kamer waren onveranderlijk, krachtens de Grondwet, dezelfde als die voor den Senaat.

Dit was een goed samenhangend en redematig stelsel. De twee Kamers werden door de stichters van België beschouwd als vertegenwoordigende beide de gansche souvereiniteit van het land. De Senaat was niet een gewone Kamer van toezicht. Evenals de Kamer der Volksvertegenwoordigers, was hij bekleed met de volle wetgevende macht waarvan de werking ondergeschikt was aan de overeenstemming van de twee Kamers en van den Koning. Het initiatief, aan de Kamer voorbehouden tot het voorstellen der financieele lasten van den Staat, maakte geen inbreuk op dezen regel.

Met deze opvatting van de nationale souvereiniteit vertegenwoordigd tevens door de beide Kamers, mochten er geen twee verschillende kiezerskorpsen zijn. Men kon zich niet voorstellen dat er eene dubbele nationale souvereiniteit bestond, de eene uitgaande van het gansche kiezerskorps en de andere van een deel daarvan. De Senaat zou aldus in een minderwaardigen toestand verkeeren en veroordeeld zijn, steeds voor den wil der Kamer te moeten buigen. In zekeren zin was dat de afschaffing van den Senaat.

De grondwetgevers van 1831, die oordeelkundig te werk gingen, begingen dezen mislag niet.

Bij de herziening der Grondwet in 1892-1893 konden de Kamers den beschermenden regel, door de stichters van België ingesteld, niet in al zijne strengheid handhaven.

Toegevend aan de bekoring om terug te komen op de invoering van het algemeen kiesrecht, had men uitgedacht, den leeftijd van de kiezers voor den Senaat op 55 jaar te bepalen.

Deze stoutmoedige aanslag op het algemeen kiesrecht veroorzaakte zulke uitbarsting van woede, dat men toegaf en den leeftijd op 30 jaar bepaalde.

Dat was nog monsterachtig.

De linkerzijde der Kamer bestreed deze aanmatiging tot het uiterste, en zij redde het grondbeginsel door te doen beslissen dat *de leeftijd om kiezer te zijn voor den Senaat overeenkomstig de Grondwet 25 jaar zou blijven* evenals voor de Kamer. Maar zij moest toegeven dat men in de Grondwet ook schreef dat *de wet dien leeftijd op 30 jaar zou mogen bepalen*.

Het beginsel van het Congres bleef dus ongeschonden, *doch enkel voor den vorm*. Want nauwelijks was de nieuwe Grondwet uitgevaardigd of de parlementaire meerderheid bepaalde op 30 jaar den leeftijd om kiezer te zijn voor den Senaat.

Er was nog enkel sprake van eene wet en men moest *de grondwettelijke meerderheid van drie derden* niet hebben om den wederstand der linkerzijde te overwinnen.

De katholieke partij had de meerderheid in het Parlement. Deze meerderheid volstond. De leeftijd van 30 jaar werd aangenomen.

Het kiezerskorps voor den Senaat, dat tot dan toe hetzelfde was als dit van artikel 47 der Grondwet, verloor aldus honderdduizenden van kiezers van 25 tot 30 jaar of liever tot 34 jaar, gemiddeld, want, aangezien de senatoren voor acht jaar verkozen worden, zal een burger, die enkele dagen te kort kwam om 30 jaar oud te zijn op het oogenblik van de Senaatsverkiezing in zijn arrondissement, ongeveer 38 jaar oud zijn op het oogenblik van de volgende verkiezing waaraan hij het recht zal hebben deel te nemen.

Honderdduizenden van kiezers voor de Kamer mogen dus niet kiezen voor den Senaat.

Dat is niet alles.

Daar men senatoren had ingesteld, die door de Provinciale Raden werden verkozen, bepaalde men den leeftijd van 30 jaar voor de kiezers voor de provincie.

En later bepaalde men dien leeftijd ook voor de gemeentekiezers.

Dat is een groote stap achteruit, zelfs op de baan van het cijnssstelsel, volgens hetwelk de burgers *op 24 jaar* kiezer waren voor gemeente en provincie !

Dat dit alles geschiedde met partijbedoelingen en uit partijvrees, dit lijdt geen twijfel. Bij de bespreking der wet van 28 Juni 1894, die den leeftijd van de provinciekiezers op 30 jaar bepaalde, bood de linkerzijde eens te meer weerstand. De onderteekenaar van deze toelichting had, uit naam zijner politieke vrienden, het volgende amendement ingediend :

« De nieuwe raden zullen verkozen worden door de burgers ingeschreren, als kiezers voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, op de lijsten die bij deze verkiezing zullen van kracht zijn. »

Dit ware de bepaling geweest van den 25jarigen leeftijd.

Maar het amendement werd verworpen RECHTERZIJDE tegen LINKERZIJDE. De Rechterzijde vormde een blok die echter niet vrij van barsten was; want katholieke volksvertegenwoordigers, zich onttrekkend aan de partijtucht, stemden met de Linkerzijde! Het waren de heeren Coomans, Coremans, Heuvelmans en Van den Broeck.

*
* * *

Sedert zijn er nieuwe barsten bijgekomen !

Een groot getal katholieke volksvertegenwoordigers en senatoren, de

meerderheid misschien, hebben de onmogelijkheid ingezien, de onzinnige verschillen in ons kiesstelsel te behouden.

Zij zijn voorstander van de eenmaking der kieswetten en, vooreerst, van de afschaffing van elke bepaling van leeftijd boven 25 jaar vermeld in artikel 47 van de Grondwet voor de Kamerkiezers.

Wij meenen geen zuiver persoonlijke meeningen te moeten aanhalen, alhoewel zij talrijk en sterk vertegenwoordigd zijn, zelfs op de banken der Regeering.

Wij willen alleen wijzen op de verslagen van de Middenafdeelingen, door de Kamer zelve benoemd.

Ziehier het besluit van het verslag, in de Kamer uitgebracht door den heer Verhaegen, op 31 Juli 1901 :

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling heeft het gevoelen uitgedrukt dat de kieswetten voor de Kamers, de provinciën en de gemeenten dienen te worden eengemaakt, bijzonderlijk wat betreft den leeftijd voor het kiesrecht, den tijd van het verblijf en het getal stemmen, aan iederen kiezer toe te kennen.

Deze Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, die alsdan eerste ondervoorzitter was, bestond uit de heeren Versteylen, Van der Linden, De Lantsheere, Verhaegen, Allard en Van de Walle.

Hieronder vermelden wij de artikelen 4 en 6 van het wetsontwerp, opgesteld uit naam eener andere Middenafdeeling en ter Kamer ingediend door den achtbaren heer Nerinx, op 29 Juli 1909 (acht jaar later) :

EERSTE ARTIKEL.

Zijn kiezer voor de gemeente zij die, de hoedanigheid van Belg bezittende of de gewone naturalisatie verkregen hebbende, voldoen aan de overige voorwaarden vereischt door het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) om kiezer te zijn voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ARTIKEL 6.

Zijn kiezer voor de provincie de burgers die voldoen aan de voorwaarden vereischt door het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) om kiezer te zijn voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Deze Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, ondervoorzitter, bestond uit de heeren Mabilie, A. Delporte, van Limburg Stirum, de Winter, Mechelynek en Cousot.

Dus hebben de twee Middenafdeelingen van de Kamer, die van 1901 en die van 1909, de bepaling van den leeftijd om kiezer te zijn voor de

Kamer, zijnde 25 jaar volgens artikel 47 van de Grondwet, ook gevraagd voor den Senaat, de provincie en de gemeente.

De Kamer heeft dit vraagstuk niet den gepasten rang op hare dagorde gegeven en thans ontbreekt de tijd om het volledig op te lossen.

Maar de verkiezingen voor Senaat en provincie staan voor de deur en dus eischt de zaak spoed.

De gemeenteverkiezingen dienen later en op vollediger wijze te worden geregeld.

Wij verzoeken de Kamer, bij hoogdringendheid, uitspraak te doen over ons ontwerp, dat in zich den wensch besluit van de Middenafdeelingen en voor gevolg zal hebben, den hoofdregel van de Grondwet van 1831 herin te voeren: eenheid en gelijkheid van het kiezerskorps voor den Senaat en de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Hetzelfde kiezerskorps zal ook de gewone senatoren en de provinciale senatoren aanduiden.

* *

Wij drukken den wensch uit, dat het Parlement eenparig dit noodzakelijk werk verrichten zal.

Het mag niet gebeuren dat het Hoofd van den Staat, na den oproep die hij tot het land gericht heeft, gevaar loope twee tegenstrijdige antwoorden te ontvangen en, als gevolg van zijn oproep, een geschil te zien oprijzen tusschen de twee Kamers, door de Grondwet met het recht bekleed om uit naam van het Belgische volk te spreken.

ÉMILE FERON.

6

Proposition de loi abaissant l'âge électoral pour les élections sénatoriales et provinciales.

ARTICLE PREMIER.

L'âge électoral est abaissé de 30 à 25 ans pour les élections sénatoriales et provinciales.

ART. 2.

Les élections sénatoriales et provinciales ont lieu d'après les listes des électeurs pour la Chambre des Représentants.

ART. 3.

Les recours pendants devant les Cours d'appel ou la Cour de cassation, relatifs aux listes de 1912-1913, seront rayés des rôles en tant qu'ils se rapportent aux listes des électeurs pour le Sénat et les Conseils provinciaux.

Wetsvoorstel waarbij de ouderdom om kiezer te zijn voor den Senaat en de Provinciale Raden lager wordt gesteld.

EERSTE ARTIKEL.

De ouderdom vereischt om kiezer te zijn voor den Senaat en de Provinciale Raden is voortaan 25 jaar in plaats van 30.

ART. 2.

De verkiezingen voor den Senaat en de Provinciale Raden geschieden volgens de lijsten van de kiezers voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 3.

De kieszaken aanhangig voor de Hoven van Beroep en het Hof van Cassatie, betreffende de lijsten van 1912-1913, worden van de rol geschrapt voor zoveel zij betrekking hebben op de lijsten der kiezers voor den Senaat en de Provinciale Raden.

ÉMILE FERON.

PAUL JANSON.

FERD. FLÉCHET.

FG. MASSON.

VICT. VANDEWALLB.

G. LORAND.

